Des militants révolutionnaires égyptiens menacés d'expulsion : la France est-elle complice de la dictature en Égypte ?

jeudi 27 mars 2014, par CABRAL Jean-François (Date de rédaction antérieure : 27 mars 2014).

« Nous nous sommes rebellés contre le régime de Mohamed Morsi, et la volonté populaire a réussi à le déboulonner ainsi que ses confrères. Mais avec la chute des Frères musulmans nous avons observé le retour au premier rang des anciens caciques du régime Moubarak comme si la révolution n'avait jamais eu lieu. Et nous avons observé le retour de la machine sécuritaire… »

Ceux qui s'expriment ainsi appartiennent à diverses associations existantes en France [1]. Mais aujourd'hui, la répression n'a pas lieu qu'en Égypte où plus de 500 condamnations à mort viennent d'être annoncées, puisqu'une dizaine de militants qui ont fui la dictature pour venir jusqu'ici sont désormais menacés d'expulsion par les autorités françaises elles-mêmes !

L'incident est révélateur : un rassemblement à Paris le 28 janvier, non autorisé. Quelques slogans avant une dispersion rapide comme convenu avec les policiers présents. Et puis soudain des arrestations, et des militants sans-papiers se retrouvant avec une OQTF (obligation de quitter le territoire français), certains étant libérés après 16 heures de garde à vue, d'autres étant retenus à Vincennes.

Fait significatif : pour l'un d'entre eux, le juge administratif a accordé un changement de pays de destination sur la base de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme, compte tenu des risques d'arrestation et de mauvais traitements en Égypte. Cela devrait être un point d'appui pour la bataille judiciaire qui a commencé.

Soutien à la révolution !

Mais cette bataille est aussi politique, et mérite le soutien des associations, syndicats et partis politiques en France, pour alerter l'opinion publique, faire pression en faisant connaître l'ampleur de la répression qui frappe l'ensemble des milieux militants en Égypte de manière bien plus féroce encore que sous Moubarak. C'est en ce sens que s'est constitué un collectif de soutien auquel participe le NPA.

C'est aussi pour discuter plus largement de la situation actuelle en Égypte qu'aura lieu un meeting [2]. Ce sera l'occasion de rappeler que si la répression s'est accrue, c'est aussi parce que le régime du général Sissi est confronté depuis deux mois à une nouvelle vague de grèves extrêmement importantes, notamment pour le salaire minimum. La révolution est loin d'être terminée !

Exprimer sa solidarité est également une nécessité pour nous-mêmes : il y a quelques semaines, la préfecture interdisait une manifestation à Paris en clôture de la « semaine contre le colonialisme ». Maintenant c'est au tour des Égyptiens. Il vaudrait mieux que cela ne devienne pas une habitude !

Jean-François Cabral

P.-S.

* Hebdo L'Anticapitaliste - 235 (27/03/2014). http://npa2009.org/

Notes

[1] Déclaration du 25 janvier 2014 « La révolution continue » par : Dostour France – Collectif voix d'Égypte – Association jeunes égyptiens de France – Association des jeunes égyptiens du 25 janvier à Paris.

[2] Vendredi 28 mars à 19 h à la Bourse du travail, 4 rue du Château-d'Eau à Paris.